

S.N.C.F.
RÉGION DU SUD OUEST
1, Place Valhubert, PARIS-13^e

VOIE et BATIMENTS
DIVISION du SERVICE GÉNÉRAL

SECRÉTARIAT
Coordination des Instructions

Lettre 531 / B.M.

Bordereau d'envoi de prescriptions de Service.

Adressé par M^r Cathala, Inspecteur Divisionnaire⁽¹⁾

à M^r le Chef de bureau de ^{(1) Aut}
(1^{er} au 10^{er} Aut)

N^o de N^{re} 10359.

4.000 ex. in-4^e carré bulle 7 k. 1 - 121 A - Imp. GENET Act: 17612-1-11-38

Nature des prescriptions	Numéros	Nombre	Collections auxquelles sont destinées ces prescriptions	Observations
Lettre SNCF		1-20	Pour application	28 ^{me}
Sec ^{re} Col du Personnel		2-20		
2 ^e Division	n ^o 531/B.M.	3-20	ref. 6 25/19	envoyé le 28 ^{me}
et Annexes N ^{os} 1 et 2		4-20		
du 25-8-1939		5-20		Paris, le 30 août 1939
=		6-20	ref. 6 27/9	
		7-20		L. Inspecteur Divisionnaire
Utilisation des		8-20		
agents retraités		9-20		A
		10-2		

(2) Reçu et distribué les prescriptions susvisées.
Distribution effectuée sur l'Arrondissement.

A _____ le _____
Sc (1) _____

(1) Grade ou emploi.

(2) Biffer, suivant le cas, l'une ou l'autre des deux mentions.

Lettre - : 425
 Années 1 : 286
 Années 2 : 363

Lettre SNCF 531 / B/M

Utilisation des agents retraités

Nombre d'exemplaires
 reçus:

Distribution faite
 le 30 Oct 19 89

DISTRIBUTION

"	Arrondissement	Nombre d'exemplaires	Services	Nombre d'exemplaires	Lettre régionale	"
"					B : C	"
"					ou	"
"					DR	"
"				sans D.L.	avec D.L.	"
"						"
"	1er	20	S.T.	60	10	20
"	2ème	20	Service Entretien	5	5	2
"	3ème	20	Architecturo	5	5	2
"	4ème	20	Comptabilité	10	15	10
"	5ème	20	Terrains	4	4	2
"	6ème	20	Personnel	10	20	10
"	7ème	20	Approvisionnement	45	55	10
"	8ème	20	Service Général	2	2	2
"	9ème	20	M. GUASSON	2	2	1
"	10ème	2	M. St AMAND	3	3	1
"			M. BRUS	15	15	
"				161	271	41
"				166	276	60
"	CONTROLE					
"	Exploitation					
"	Traction					

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

2^{ème} DIVISION

N° 531/B.M.

OBJET :

Utilisation
des agents retraités.

Paris, le 25 août 1939.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions.

Certains agents retraités mis à notre disposition dans les conditions fixées par l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre font parvenir, au Service qui leur a adressé la formule du modèle prévu par ma lettre n° 212/B.M. du 26 septembre 1938, des certificats médicaux constatant leur état d'incapacité physique.

Comme aux termes du décret du 15 mai 1939 sur les affectations spéciales, nous sommes tenus de prévoir l'utilisation de la totalité du personnel retraité à notre disposition, nous ne pouvons dispenser un agent retraité de reprendre du service à la S.N.C.F. que lorsqu'un Médecin accrédité à la Société Nationale des Chemins de fer Français aura reconnu qu'il est INAPTE A TOUS EMPLOIS .

A cet effet, l'intéressé devra être convoqué au Cabinet du Médecin de la circonscription de son domicile par le Chef d'Arrondissement auquel il est rattaché pour le cas de mobilisation.

La convocation sera faite au moyen d'un bulletin de visite⁽¹⁾ qui sera retourné par le Médecin, après consultation, au Chef de l'Arrondissement. Lorsque l'agent retraité sera dans l'obligation d'emprunter le Chemin de fer pour se rendre à la consultation, un permis lui sera accordé à cet effet.

Si, au reçu du bulletin de visite, l'agent retraité est dans l'impossibilité de se déplacer en raison de son état de santé, il devra renvoyer ledit bulletin au Chef de l'Arrondissement. Ce dernier transmettra alors le bulletin, aux fins de visite à domicile, au Médecin desservant la localité dans laquelle habite l'intéressé. Après consultation, ce bulletin sera retourné par le Médecin au Chef de l'Arrondissement.

Les retraités reconnus inaptes momentanément à tous emplois seront envoyés à nouveau à la consultation du Médecin, soit à l'expiration de la période d'inaptitude si cette période a été déterminée, soit, dans le cas contraire, un an après la première visite. Le cas échéant, les convocations à la visite médicale seraient renouvelées d'année en année jusqu'à expiration de la période de cinq ans pendant laquelle les agents retraités restent à notre disposition.

.....

(1) Voir pièce annexe n° 1.

Les retraités reconnus inaptes définitivement à tous emplois seront signalés aux Préfets des départements sur les territoires desquels ils sont domiciliés⁽¹⁾.

Pendant la durée de leur inaptitude, les agents retraités seront rayés momentanément ou définitivement, suivant le cas, de l'état des ressources en personnel.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
Le Chef de la 2^{ème} Division Centrale du Personnel,
LEFORT.

(1) Voir pièce annexe n° 2.

COPIE adressée à M.M. les Directeurs des Services Centraux
les Secrétaires Généraux des Compagnies
les Chefs des Services régionaux (E.- M.T.- V.B.)
les Chefs d'Arrondissement.

Cette lettre devra, en outre, être distribuée à tous les Médecins de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Annexe n° 1
(Lettre n° 531/B.M.
du 25 août 1939).

REGION d _____

SERVICE d _____

ARRONDISSEMENT d _____

Adresse du Chef d'Arrondissement

Localité :

Rue :

Numéro : _____

BULLETIN DE VISITE

M. _____ (nom et prénoms de l'agent retraité)
Retraité de la Société Nationale des Chemins de fer Français, soumis
au régime de la réquisition dans les conditions prévues par la loi
du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le
temps de guerre, est prié de se présenter le plus tôt possible à la
consultation de M. le Docteur _____ (nom et adresse complète)

Jours et heures de consultation : _____

Ci-joint un permis pour effectuer le voyage (1)

A _____ le _____
(Signature du Chef d'Arrondissement)

(1) rayer s'il y a lieu.

Partie à remplir par l'agent retraité si celui-ci est dans l'impossibilité de se déplacer.

Retourné à M. le Chef d'Arrondissement (Service d _____
de la Région d _____) en le priant
de vouloir bien me faire visiter à domicile, mon état de santé ne me
permettant pas de me déplacer.

A _____ le _____
(Signature de l'agent retraité)

Partie à remplir par l'Arrondissement dans le cas où l'agent retraité doit être visité à domicile.

M. le Docteur _____ est prié de visiter à
domicile l'agent retraité susnommé et de consigner ses observations
dans la partie réservée à cet effet au verso.

A _____ le _____
(Signature du Chef d'Arrondissement)

Renseignements d'ordre administratif concernant l'agent retraité
(Partie à remplir par le Chef d'Arrondissement)

Date de naissance : _____
Date de la mise à la retraite : _____
Emploi au moment de la mise à la retraite : _____
Emploi à tenir en cas de mobilisation : _____
Domicile (adresse complète : rue et numéro s'il y a lieu) : _____

Partie à remplir par le Médecin.

L'agent retraité dénommé d'autre part est-il physiquement

CONFIDENTIEL

apte à reprendre
en cas de mobilisation
du service dans les
chemins de fer

{ dans le poste qu'il devrait
tenir en cas de mobilisation?
dans le poste qu'il occupait
au moment de sa mise à la retraite?
dans un poste sédentaire?

inapte à tout
service dans les
chemins de fer

{ momentanément ?
- durée probable de l'inaptitude : _____
- motif de l'inaptitude : _____
définitivement ?
- motif de l'inaptitude : _____

A _____ le _____
(Signature du Médecin)

Après la consultation, le Médecin doit renvoyer le présent
bulletin au Chef de l'Arrondissement auquel l'agent retraité est
rattaché pour le cas de mobilisation (voir l'adresse au recto).

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Annexe n° 2
(Lettre n° 531/B.M.
du 25 août 1939).

REGION d _____

SERVICE d _____

ARRONDISSEMENT d _____

Adresse du Chef d'Arrondissement

Localité :

Rue :

Numéro : _____

A _____ le _____

Monsieur le Préfet, *

J'ai l'honneur de vous faire connaître, à toutes fins utiles, que M. (nom et prénoms de l'agent retraité)...., Retraité de la Société Nationale des Chemins de fer Français depuis le et domicilié à ... (adresse complète : rue et numéro, s'il y a lieu)...., qui était maintenu à notre disposition dans les conditions fixées par l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre, vient, à la suite d'une visite médicale qu'il a passée devant un Médecin accrédité à notre Société, d'être reconnu définitivement inapte, au point de vue physique, à tout service dans les Chemins de fer. Il a, en conséquence, été rayé définitivement de l'état de nos ressources en personnel dans les cas prévus par la loi susvisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma haute considération.

Monsieur le Préfet d _____